

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Africa n°1 : comment sortir de l'œil du cyclone ?

LA mise en place d'une commission destinée à examiner la situation de la station panafricaine suscite l'espoir de voir à nouveau cet organe d'information rayonner. Mais dans quelle configuration ?

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

SOUS quel format pourrait renaître la station panafricaine Africa n°1 ? La réflexion est en cours au sein de la nouvelle commission technique interministérielle chargée d'examiner la situation de la société anonyme Africa n°1. Quelles sont les options qui vont s'offrir à ses membres et quelle sera celle qui sera retenue ? Celle d'une renaissance qui fasse table rase de son glorieux passé, avec à la clé, sa disparition pure et simple, avant de devenir un autre organe ? Celle d'une mutation de sa structure capitalistique prenant en compte les valeurs qui avaient assuré la réussite au " Tam-tam d'Afrique " ?

Derrière toute cette réflexion, il y a la volonté du gouvernement de résoudre l'équation à plusieurs inconnues d'Africa n°1. Le ministre d'État en charge de la Communication, Edgard-Anicet Mboombou Miyakou, ne fait pas mystère de tout l'intérêt que les plus hautes autorités de la République accordent à ce dossier : " La commission mise en place ce jour (lundi, Ndlr) doit présenter tous les schémas possibles ; toutes les mesures de sortie de crise doivent être examinées, car il nous faut une meilleure lisibilité quant à la situation réelle qui puisse permettre au gouvernement de se prononcer en conséquence ". Dans " l'œil du cyclone " depuis

des années, la station panafricaine a fini par devenir complètement aphone en 2017. La descente aux enfers de ce qui faisait alors la fierté du Gabon à l'étranger était inévitable, si l'on en juge ce tableau peu amène: la maison croulant sous d'insolubles arriérés de salaires dus aux personnels, des équipements gravement affectés par l'obsolescence, un environnement professionnel déprécié, etc.

Aujourd'hui, l'ensemble de la concession reflète bien la distance qui sépare avec la belle époque marquée par le succès. Cet investissement n'a plus jamais bénéficié d'aucun soin depuis lors, " et même des vandales viennent piller ce qui reste d'équipements à l'intérieur des studios ", lâchera, lors de la réunion constitutive de la commission technique interministérielle, Félix Onkeya,

Dans " l'œil du cyclone " depuis des années, la station panafricaine a fini par devenir complètement aphone en 2017.

conseiller du ministre de l'Économie et des Finances qui a suivi ce dossier du temps où il était au Comité de privatisation. Et il en connaît un rayon sur les difficultés endurées par cette station mondiale. Le retrait en 2002 des intérêts de l'État français, alors actionnaire ma-



Le bâtiment d'Africa n°1 abandonné dans une épaisse végétation.

jeuritaire, oblige Africa n°1 à repenser son modèle. La radio passe sous pavillon libyen via la Libyan Jamahiriya Broadcasting Corporation (LJBC) après un réaménagement du capital de la radio qui voit cet organe y détenir 52%, l'État gabonais 35% et les actionnaires privés 13%. Mais les Libyens n'ont pas, en réalité, de modèle économique viable.

BATAILLE DE PROCÉDURES• Et les difficultés commencent alors. Malgré l'invite de l'État gabonais à la Libyan Jamahiriya Broadcasting Corporation de " prendre ses responsabilités ", rien n'y fait. Et ce groupe préférera quitter le capital d'Africa n°1. " À partir de là, nous sommes entrés dans une bataille de procédures difficiles. Et il était question que l'État gabonais rachète les parts de la LJBC chiffrées à 3,2 milliards de francs ", explique Félix Onkeya qui traduit la désolation qui

s'est ensuivie : " Depuis 2017, Africa n°1 est à l'abandon ".

Il faut donc faire quelque chose... Le tour de table a commencé à dégager certaines pistes de solutions, notamment pour arrêter l'hémorragie financière que connaît la station moribonde. " Dans un premier temps, il faudra rompre les contrats de travail des agents et solder leurs comptes. Car, Africa n°1 ne travaille plus, n'émet plus, est arrêtée. Mais, en raison des contrats de travail des personnels, ils sont toujours en droit de percevoir les salaires. Et cela grève davantage les modestes moyens financiers mis pour résoudre leur problème. Et l'on ne peut pas le faire ad vitam aeternam... ", s'est inquiété un participant.

La commission technique interministérielle mise en place pour se pencher sur Africa n°1 aura, entre autres missions, celle de résoudre le

passif multiforme que traîne cette station. Avant de porter sa réflexion sur la forme que devrait revêtir la future radio qui, aux dires des uns et des autres, devrait naître sur les cendres de la défunte.

Pour le ministre d'État en charge de la Communication, il s'agira de faire un état des lieux exhaustif de la situation d'Africa n°1 ; proposer des mesures de sortie de crise et évaluer les mécanismes en vue de la relance des activités de la radio. " Vous avez le champ libre pour toutes les propositions qui soient de nature à prendre en compte la volonté de voir Africa n°1 rayonner à nouveau à travers le monde. Ce sont vos travaux qui définiront la forme que prendra cette nouvelle radio. La volonté du chef de l'État Ali Bongo Ondimba est de pouvoir garantir l'expansion d'Africa n°1 comme auparavant ", a-t-il conclu.

Photo: Antoine Essone Ndong

Photo: Antoine Essone Ndong



Concession d'Africa n° 1: "L'arbre qui cache la forêt"

ENA
Libreville/Gabon

AU moment où il est question de faire renaître la station panafricaine Africa n° 1, l'un des challenges auxquels doivent d'urgence s'attaquer les autorités consiste en la restauration des installations et de l'ensemble de la concession l'accueillant. Situé entre l'hypermarché Mbolo et les bâtiments du ministère des Affaires étrangères, le site est aujourd'hui envahi par des hautes herbes. Complètement à l'abandon depuis que la radio gabonaise à vocation panafricaine a cessé ses activités. Dire que c'est "l'arbre qui cache la forêt" ne traduirait pas la réalité de la situation de désolation. C'est une véritable futaie qui a remplacé les magnifiques espaces verts qui y étaient aménagés. Les eucalyptus et autres essences florales, faute d'entretien, sont devenus des arbres géants. Les voies intérieures se sont considérablement dégradées en même temps que les luminaires des jardins, suffisamment altérés par les intempéries ont cessé de



Signe de son abandon : le bâtiment décrépi et une végétation sauvage.

fonctionner.

Que dire du bâtiment ? De l'extérieur, il reflète le peu de cas dont il est l'objet. La peinture n'a plus été renouvelée depuis des lustres et subit même des fissurations qui nécessiteront de vrais travaux de réhabilitation. L'intérieur n'est pas, non plus, mieux loti : des pans entiers méritent d'être refaits et les équipements remplacés, car suffisamment inopérants. Puisque la volonté de renaissance est loin d'être feinte, une remise à neuf du bâtiment (avec son contenu matériel) ainsi que l'ensemble de la concession pourrait redorer le blason terni d'Africa n° 1, autrefois fierté de tous les Africains.

Commission technique interministérielle : du pain sur la planche



ENA
Libreville/Gabon

AVEC seulement un mois pour rendre son rapport au ministre de la Communication et à celui de l'Économie et des Finances, la commission technique interministérielle chargée d'examiner la situation de la société Africa n° 1 a du pain sur la planche. Tellement les enjeux sont nombreux pour décider de la forme que devra prendre la future radio qui succédera à l'actuelle agonisante, et aussi aplanir toutes les implications nées du retrait, surtout, de la LJBC (Libyan Jamahi-

riha Broadcasting Corporation) du capital d'Africa n° 1. De même qu'il faut en finir avec l'épineux problème des arriérés de salaire des personnels. Si ces problèmes sont sailants, il n'en demeure pas moins que d'autres volets auxquels vont s'attaquer les membres de cette commission technique interministérielle ne manquent pas d'intérêt. Ils devront porter une réflexion sérieuse sur le statut de la future radio, en prenant en compte tous les éléments techniques sur lesquels devra s'asseoir son audience. Parce que toute la problématique de revoir

la station en création jouer dans la cour des grands (comme le fit en son temps la Radio panafricaine) revient sans cesse dans une opinion qui n'est pas loin d'oublier la fierté nationale et africaine suscitée par ce média. Il s'agit donc de repenser (aux fins de capitalisation) toutes ces stratégies de management qui ont permis une telle ascension vers les cimes de cet organe né à Libreville par la volonté d'Omar Bongo Ondimba. Rendre sa fierté à Africa n° 1 ne doit pas alors être perçu comme un moindre devoir national.